

Mais qui a tué Maggie ?

G. W. JONES

Introduction

Cet article analysera la chute de Mme Thatcher pour ce qu'elle révèle du pouvoir du Premier ministre britannique et de la nature du « Gouvernement par cabinet »¹. Il y a du Agatha Christie dans l'affaire. La démission de Mme Thatcher fut-elle, selon l'expression d'un commentateur, « le suicide politique le plus spectaculaire de l'histoire contemporaine en Grande-Bretagne », ou au contraire s'agit-il d'un assassinat — et dans ce cas, qui fut le coupable ? Précisons tout de suite, à l'intention de ceux qui aiment connaître les dénouements à l'avance pour mieux suivre les revirements de l'intrigue, qu'il ne s'agit pas d'un suicide mais d'un meurtre. Elle fut poignardée par trois fois ; les deux premiers coups l'affaiblirent, le dernier fut fatal. Elle fut d'abord frappée par le peuple britannique lui-même, qui lui fit savoir ce qu'il pensait d'elle aux élections européennes ainsi qu'à des élections partielles et dans des sondages. Le second coup vint du Parti conservateur à la Chambre des Communes, qui lui retira son soutien au moment décisif ; mais le coup fatal vint du cabinet qui lui dit de partir. Ce fut la blessure mortelle.

L'Ubris

La chute de Mme Thatcher en novembre 1990 peut paraître soudaine. Un an et demi auparavant, elle fêtait ses dix ans de Premier ministre. Il semblait désormais acquis qu'elle continuerait pour ainsi dire indéfiniment et qu'elle remporterait sa quatrième victoire électorale d'affilée. Elle dominait le paysage politique britannique de manière tout à fait remarquable, détenant le record du mandat le plus long du siècle — il fallait remonter à Lord Liverpool (1812-1827) pour une période continue de service public, plus longue ; dirigeante du parti depuis 1975 ; vainqueur de trois élections légis-

1. *Cabinet Government* en anglais, l'expression est devenue chargée de sens sous Mme Thatcher. Elle exprime la dimension collective du style de Gouvernement ministériel, par opposition au style « présidentiel » de la France et des Etats-Unis, mais qui aux yeux de ses critiques était devenu celui de la décennie de Mme Thatcher elle-même. L'emploi fréquent de l'expression, surtout par les ministres démissionnaires de son cabinet, reflète le désaccord qu'elle créait à ce sujet.

latives en 1979, 1983 et 1987, elle disposait d'une majorité de presque 100 sièges à la Chambre des Communes. Elle était le véritable chef du Gouvernement, sûre d'elle et dominatrice, entre autres de ses propres ministres qu'on disait volontiers terrorisés par la dame de fer. On disait qu'elle avait soumis le cabinet et qu'elle préférait intervenir par l'intermédiaire de groupes ministériels plus restreints ; quiconque lui résistait était révoqué. Au moment de sa chute, elle était le seul membre du cabinet de 1979 à être encore au Gouvernement : elle était la seule survivante, le seul Premier ministre dont le nom eût donné lieu à un « isme » ; première femme à devenir Premier ministre, l'attention que lui accordaient les médias était sans précédent. Elle était le plus ancien chef d'Etat sur l'échiquier mondial, allant de sommet en sommet pour faire valoir les intérêts de son pays. Elle avait gagné une guerre — les Falklands — et on la tenait pour responsable du déclin du communisme et du triomphe de la privatisation, à l'échelle internationale. Et pourtant elle tomba de son piédestal dix-huit mois plus tard.

La Némésis

Sa chute du pouvoir fut la plus spectaculaire depuis 1940, le premier cas d'un Premier ministre en bonne santé et désireux de continuer à gouverner, à être renversé par son propre parti qui disposait toujours de la majorité aux Communes. Cette chute fut la preuve que les trois freins clefs au pouvoir d'un Premier ministre — l'électorat, le parti au Parlement et le cabinet — ne pouvaient être ignorés impunément.

L'électorat

Il ne faudrait pas exagérer l'ascendant de Mme Thatcher sur le peuple britannique. Tout d'abord, son parti n'a jamais réussi à obtenir plus de 43,9 % du vote aux trois élections qu'elle a remportées ; son score est plus faible en 1987 qu'en 1983, 42,3 % contre 42,4 %. Il n'y avait pas plus de votes pour que contre, mais grâce aux déformations du scrutin majoritaire à un tour, son parti obtient la majorité absolue aux Communes. Ensuite, pendant une bonne partie de son mandat, le Parti travailliste semble plus occupé à se saboter systématiquement par l'adoption de prises de positions gauchistes et par ses querelles internes épuisantes, qu'à agir comme force d'opposition crédible au Gouvernement ou à gagner le soutien populaire. En troisième lieu le virage à gauche des travaillistes favorise l'émergence d'un groupement au Centre dans le paysage politique, groupement qui représente environ un quart du vote, et provoque ainsi une fission du vote anticonservateur, permettant au Gouvernement de « diviser pour régner ». Enfin il faut tenir compte des circonstances propres aux trois élections qui permirent à Mme Thatcher de gagner. En 1979 c'est l'incompétence du Gouvernement travailliste en place durant l'hiver de 1978-1979, « the winter of discontent », quant à la gestion de l'économie et au contrôle des syndicats, qui fait que les électeurs votèrent plus contre le Gouvernement tra-

vailliste que pour le Parti conservateur. En 1983, les conservateurs bénéficient de la victoire dans les Falklands et d'une remontée de l'économie. En 1987, le boom économique, quoique passager et manipulé par le Gouvernement, réussit à convaincre les électeurs de faire confiance à la performance du Gouvernement plus qu'aux avertissements et aux promesses de l'opposition.

La position de Mme Thatcher n'est donc pas aussi solide qu'elle apparaissait en mai 1989. De fait, de lourds nuages s'amoncellent déjà à l'horizon au moment même où elle fête son décennat au Gouvernement. Sa popularité et celle de son Gouvernement commencent à baisser, entamant rapidement sa performance électorale. Un jour seulement après l'anniversaire de ses dix ans au pouvoir, son parti perd son siège à l'élection partielle du Vale de Glamorgan, au profit des travaillistes dont le score augmente de 14,2 tandis que celui des conservateurs diminue de 10,5. Mme Thatcher conduit ensuite son parti à sa première défaite électorale généralisée aux élections européennes de juin 1989, lorsque les travaillistes enlèvent 13 sièges aux conservateurs : le vote travailliste augmente de 3,7 % tandis que celui des conservateurs diminue de 6,7 %.

Le sondage mensuel du quotidien « *The Guardian* » avait donné les conservateurs gagnants sans interruption de juin 1987 à mai 1989, lorsque travaillistes et conservateurs sont à égalité. Le mois suivant les travaillistes enregistrent une avance de huit points sur les conservateurs. A une marge de pourcentage de trois points près, les travaillistes marquent une moyenne de 47 % jusqu'à la fin de 1987, contre 37 % pour les conservateurs. Les travaillistes ont une avance de dix points sur le Gouvernement. Cette avance augmente encore au début de 1990 de 12 % en janvier à 16 % en février pour atteindre un record de 24 % en mars. L'avance des travaillistes se réduit par la suite, baissant à 9 % en septembre, avec une légère remontée à 11 % en octobre. A l'automne la cote du Parti conservateur est en forte baisse par rapport à la même époque un an auparavant. Le sondage Gallup de la popularité personnelle de Mme Thatcher tombe à 23,2 % d'électeurs satisfaits, le chiffre le plus bas pour un Premier ministre depuis le début des sondages à la fin des années 1930. Les choses ne se sont guère améliorées en novembre 1990 avec un chiffre de 25 %, contre 71 % qui se déclarent insatisfaits.

Les conservateurs perdent 200 sièges aux municipales de mai 1990. En mars de la même année ils perdent la partielle du Mid-Staffordshire avec un report de 21,4 % des conservateurs aux travaillistes, la meilleure performance de ces derniers en cinquante ans dans une élection partielle. Les élections partielles pendant le reste de 1990 offrent peu de consolations aux conservateurs : ainsi, le 18 octobre les voit céder le siège sur d'Eastbourne aux libéraux-démocrates, et le 8 novembre marque de nouveaux revirements contre eux, de 11,2 et 15,8 % Bootle et Bradford North, se retrouvant dans cette dernière relégués en troisième place. Le leadership de Mme Thatcher était devenu un handicap électoral pour son parti.

Le revirement de l'électorat

Pourquoi cette chute de popularité ? Tout d'abord le Parti travailliste a changé d'image électorale : Neil Kinnock a adopté un style de direction plus ferme. Il a mis l'extrême gauche au pas et écarté plusieurs aspects de la politique du parti qui avaient aliéné les électeurs. Les travaillistes montrent plus d'unité qu'au début des années 1980 et présentent une équipe efficace et compétente à la Chambre des Communes. Le centre s'est effondré, enregistrant un score de 10 % contre les 25 % des années précédentes, après les querelles intestines au sein de l'Alliance, faisant ainsi des travaillistes le seul Gouvernement de rechange crédible aux conservateurs.

Mais la principale cause de la perte de vitesse du Gouvernement demeure l'échec de la politique personnelle de Mme Thatcher : sa gestion économique et la *poll tax*. L'élément déterminant des intentions de vote de l'électorat britannique est dicté par la performance de l'économie. Il juge un parti par son succès au Gouvernement, et surtout par les effets de sa politique sur leur niveau de vie et sur leur anticipation de l'avenir de l'économie. Après dix ans de pouvoir le Gouvernement conservateur ne peut plus rejeter la responsabilité de ses difficultés économiques sur les Gouvernements travaillistes des années 1970, surtout après avoir proclamé en 1986 et 1987 que sa politique était à l'origine d'un « miracle économique britannique » accompagné d'une baisse des taux d'intérêt à 8,5 % en juin 1988. Mais ceux-ci se mettent à remonter à partir du mois d'août pour atteindre 13,5 % en février 1989 et 15,5 % en décembre. Le pays doit supporter ce taux durant le reste de l'année jusqu'en octobre, lorsqu'il baisse légèrement à 15 %. Ce taux de base élevé provoque une hausse des taux d'emprunt-logement qui a de fortes répercussions sur ceux qu'on avait encouragé à acheter leurs maisons à l'époque des taux bas, comme par exemple en juin 1988 lorsque la moyenne des taux d'emprunt était à 9,78 %. En août elle augmente à 11,45 %, pour atteindre 13,46 % en mai 1989. La hausse se poursuit jusqu'à 15,26 % en avril 1990, avec une légère baisse à 14,54 % en novembre 1990. L'inflation atteint les 10 % en 1990. La hausse du chômage et les déficits records de la balance du commerce et des paiements font parler d'une récession. Cette détérioration de l'économie est la cause principale de la perte de confiance du Gouvernement, à partir du printemps de 1989, parmi les électeurs qui subissent à présent les licenciements, la hausse des prix, les faillites de paiement d'emprunts immobiliers et de reprises des maisons par les sociétés de crédit, et d'un taux de faillites exceptionnel.

Mais c'est la *poll tax* (ou charge communautaire, selon la formule du Gouvernement) qui accélère la perte de vitesse du Gouvernement et de Mme Thatcher elle-même en mars 1989. Tandis que les municipalités fixent le niveau de l'impôt et que les électeurs prennent connaissance du montant exact de la facture en mars et en avril, le soutien au Gouvernement accuse une forte baisse. Les perdants sont plus nombreux que les gagnants, et les perdants crient plus fort (que les gagnants n'expriment leur reconnais-

sance) ; tout le monde rend responsable le Gouvernement, à commencer par Mme Thatcher elle-même. C'est elle qui avait insisté pour faire adopter la *poll tax* contre l'avis de plusieurs ministres hésitants ou sceptiques. Aux yeux de tous, la *poll tax* est l'impôt Thatcher.

Elle apparaît clairement comme la cause la plus importante de l'échec conservateur à l'élection partielle du Mid-Staffordshire. Plusieurs députés conservateurs, dont certains qui avaient voté pour l'impôt, s'alarment et demandent des réformes qui amortissent l'effet de l'impôt sur leurs électeurs.

Autre talon d'Achille qui affaiblit le Gouvernement face aux travail-listes : son image d'ennemi des dépenses publiques. La réduction d'impôts et la privatisation sont la clef de voûte de la politique de l'équipe Thatcher, alors que les travaillistes se présentent comme le parti défenseur des dépenses publiques qui maintiendra et améliorera la qualité de l'éducation, de la santé, du logement et des transports publics, surtout en matière d'investissement dans l'infrastructure.

Mme Thatcher personifie le Gouvernement. Aux yeux de beaucoup elle est le Gouvernement lui-même. Son style direct, pour ne pas dire enclin à la confrontation, tout comme l'esprit de croisade avec lequel elle met en pratique ses « *conviction politics* »², lui acquièrent la loyauté solide de ses partisans convaincus mais polarisent l'opinion au point que toute opposition tourne à une profonde hostilité.

Mais que ce soient son style politique, son attitude envers les dépenses publiques ou la *poll tax*, tout ceci demeure secondaire par rapport à l'état de l'économie dans l'esprit des électeurs. Durant l'été de 1990, les inquiétudes provoquées par la *poll tax* commencent à s'estomper tandis que le Gouvernement accorde des subventions pour en adoucir les effets, et l'avance des travaillistes dans les sondages se résorbe. En revanche, les indicateurs économiques ne donnent guère de signes d'amélioration ; et l'économie demeure le souci principal des électeurs, qu'il s'agisse de l'inflation ou des taux d'intérêt et d'emprunt-logement. Le problème inquiétant pour les conservateurs, c'est que la récession et la *poll tax* ne frappent pas seulement les électeurs travaillistes traditionnels des concentrations urbaines du Nord, de l'Ecosse et du pays de Galles, mais aussi, et de manière à présent préoccupante, le Sud, le Sud-Ouest et les Midlands, et surtout les électeurs flottants, dans ce cas les ouvriers qualifiés, qui s'étaient mis à voter conservateur au début des années 1980.

Le Parti conservateur au Parlement

Ces développements dans le pays inquiètent les députés conservateurs. Ils craignent la perte de leur siège aux prochaines élections. A l'époque du

2. *Conviction politics*, autre expression clef des années Thatcher, cette fois-ci hautement revendiquée par la dame elle-même, qui ne veut pas dire « avoir des convictions politiques », mais s'oppose à politique politicienne ou encore pragmatique.

politicien de carrière, une telle défaite électorale signifierait la fin de leur emploi et de leur mode de vie. Ils abandonneraient l'espoir d'être nommés au Gouvernement, ou d'être promus s'ils sont déjà ministres. Leur inquiétude augmente à l'approche de la date des prochaines élections. On entend de plus en plus de rumeurs dans les médias attribuant aux députés le souhait de voir Mme Thatcher partir. Même sa longévité au pouvoir se retourne à présent contre elle : elle a eu le temps de décevoir ceux qu'elle n'a pas promus, comme ceux qui se sont fait révoquer. 95 députés à la Chambre depuis 1979 — et avant — n'ont toujours pas obtenu de poste, tandis que 78 n'ont plus de portefeuille ministériel. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il est temps de changer. La figure de proue des années 1980 ne semble pas apte à relever les défis des années 1990.

C'est à l'automne 1989 que se présente le premier défi à son leadership en quatorze ans. Un député de la base, Sir Anthony Meyer, se présente contre elle et sur 374 députés conservateurs, 60 ne votent pas pour elle. C'est la révélation de la fragilité de la position du Premier ministre. Elle a un an de sursis. Si elle ne réussit pas à restaurer les chances électorales de son parti avant le début de la prochaine session du Parlement en novembre 1990, elle risque de faire face à un défi formidable. La prochaine élection législative doit se tenir en juin ou juillet 1992 au plus tard ; novembre 1990 est donc la dernière occasion de déloger le Premier ministre et d'en choisir un nouveau qui ait le temps de s'imposer au parti et au pays afin de gagner l'élection. La chute de Mme Thatcher s'explique par son incapacité à améliorer les perspectives électorales de son parti dans les douze mois qui suivent le défi de Sir Anthony Meyer en novembre 1989. Autrement dit, elle échoue au test décisif d'un dirigeant de parti. Elle fait déjà figure de perdante en automne 1989, et plus encore en automne 1990.

Le cabinet

Tout comme les partis à la Chambre reflètent les changements de l'opinion publique dans le pays, le cabinet au Gouvernement traduit les changements d'opinion au sein du Parti parlementaire. En perdant le soutien de son parti aux Communes, le Premier ministre devient vulnérable à la perte de confiance de son cabinet. Elle semble de plus en plus perdre le contrôle de son Gouvernement en 1989 et 1990. En juillet 1989 elle procède à un remaniement ministériel, rétrogradant Sir Geoffrey Howe du Foreign Office à des fonctions de président du Conseil privé (Lord President of the Privy Council)³ et de ministre chargé des relations avec le Parlement, et en octobre son chancelier, Nigel Lawson, démissionne lorsqu'elle refuse de congédier son conseiller économique personnel Sir Alan Walters (qui n'est ni député ni membre du cabinet).

3. *Lord President of the Council*, comme « Lord Privy Seal » plus loin : ces fonctions remontent à plusieurs siècles dans l'histoire du pays et ont une portée honorifique et administrative plus que politique. Ce sont des ministères sans portefeuille.

C'est l'Europe qui cause ces remous à l'intérieur du cabinet. Problème qui intéresse peu l'électorat, mais de première importance aux yeux des élites, il divise le Parti conservateur tout entier. Certains sont favorables à une plus grande intégration économique et aussi politique. D'autres, qui en leur for intérieur continuent à regretter que la Grande-Bretagne y soit jamais rentrée, voient dans la Communauté une zone de libre-échange qu'ils veulent élargir à tous les autres pays européens. D'autres encore prônent une vigoureuse défense des intérêts du pays face aux autres membres qu'ils continuent à considérer comme des rivaux plus que des alliés. Mme Thatcher s'oppose à une plus grande intégration économique et politique et voit dans l'Europe une zone de libre-échange au sein de laquelle la Grande-Bretagne ferait valoir ses droits.

La question européenne couve depuis longtemps au sein du Parti conservateur. Elle est déjà au cœur de la crise Westland de 1985-1986 : Michael Heseltine démissionne de son poste de ministre de la défense lorsqu'il se voit empêché de mener à bien son plan de sauvetage d'une usine d'hélicoptères en faillite par un consortium européen — au profit d'un groupe américain favorisé par Mme Thatcher, exemple concret s'il en fut de la portée pratique de la division entre Européens et Atlantistes. Heseltine se plaignit à l'époque de ce que le Premier ministre avait affaibli le processus de décision collégiale au sein du Gouvernement ; il convient de préciser qu'il partit en définitive parce qu'il ne pouvait lui-même accepter une décision collective du cabinet exigeant que toutes ses déclarations au sujet de la question de Westland soient approuvées à l'avance par le bureau du cabinet. (A quoi il aurait répondu que cette approbation en principe collective ne constituait qu'une décision de Mme Thatcher sous couverture collective.) L'Europe et le style de Gouvernement sont déjà, au moment où le Gouvernement Thatcher est au sommet de sa popularité électorale, les deux problèmes qui minent la cohésion de l'équipe Thatcher de l'intérieur. Et le cas de la crise de Westland a une signification largement plus que symbolique, car après sa démission Michael Heseltine commence une traversée du désert qui durera quatre ans et ne se terminera que... lorsqu'il se présentera comme challenger contre le Premier ministre — après la démission de Howe, elle aussi au sujet de l'Europe, par un ministre qui refuse de marcher au pas...

L'intégration européenne redevient le problème de l'heure durant l'été de 1989. Alors que Mme Thatcher s'y oppose toujours, le chancelier Lawson et Sir Geoffrey Howe, alors aux affaires étrangères, font équipe pour la convaincre d'aller plus loin. C'est l'attitude de la Grande-Bretagne au sommet de Madrid de juin 1989 qui précipitera la première grande crise. Lawson et Howe la poussent à accepter des conditions d'adhésion au Mécanisme du Taux d'Echange du Système monétaire européen (ci-après MTE du SME) plus souples qu'elle ne semble désirer. Elle prend sa revanche en rétrogradant Howe lors du remaniement ministériel de juillet. Il riposte en manifestant publiquement son dépit, insistant pour qu'on lui offre le poste purement honorifique de député Premier ministre ainsi que la résidence officielle du chancelier de l'Echiquier. Dans cet imbroglio le Premier ministre réussit

dans la foulée à également froisser le ministre de l'intérieur, Douglas Hurd, en allant jusqu'à offrir son portefeuille à Howe. Le Premier ministre ne congédie pas Howe plus qu'elle n'avait jadis congédié Heseltine, malgré les différends qui l'opposent à l'un comme à l'autre sur des questions essentielles à la politique du Gouvernement. Elle ne se sent jamais assez forte pour limoger des ministres qui bénéficient d'un soutien important au sein du parti. Howe était aimé, il faisait figure d'homme aimable et pondéré, dont on disait volontiers, selon la formule chère à Denis Healey, que se faire attaquer par lui, c'était se faire attaquer par un mouton mort.

Elle ne déloge pas non plus Lawson, et ne le fait pas changer de ministère, malgré son désaccord avec la politique du chancelier. Elle rappelle des Etats-Unis son ancien conseiller économique Sir Alan Walters en mai 1989. Celui-ci est opposé à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le MTE et à toute intégration européenne supplémentaire. Elle se dispute ouvertement avec son chancelier au sujet de la politique de ce dernier visant à lier la livre sterling au deutsche mark comme solution de rechange à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le MTE. En octobre, c'est au tour de Lawson de perdre patience, et il met Mme Thatcher au pied du mur : elle a le choix entre sa démission et le renvoi de Walters. Elle refuse de se laisser dicter sa conduite par un ministre et Lawson démissionne. Puis c'est Walters lui-même qui démissionne. Le Premier ministre semble perdre prise sur le Gouvernement : elle n'est plus à même d'assumer le rôle primordial de tout Premier ministre qui doit en priorité maintenir la cohésion au sein du cabinet. Et Sir Anthony Meyer de lancer son défi contre Mme Thatcher en novembre.

Trois autres signes avant-coureurs de la perte de prise sur le Gouvernement par le Premier ministre sont lisibles. En décembre 1989 Norman Fowler démissionne de son poste de ministre de l'emploi, invoquant le besoin de consacrer plus de temps à sa famille ; besoin qui apparemment est également ressenti chez Peter Walker qui lui aussi démissionne de son portefeuille aux affaires galloises quelques mois plus tard, en mai 1990, après avoir servi dans les Gouvernements de Mme Thatcher depuis 1979... En juillet 1990 c'est Nicholas Ridley qui se voit forcé de présenter sa démission de ministre de l'industrie et du commerce, à la suite de l'émoi provoqué par ses déclarations intempérées au sujet de la Communauté européenne (justement) qui aux yeux de beaucoup expriment l'opinion du Premier ministre elle-même. Les rats désertent le navire, semble-t-il...

Le Premier ministre survécut aux remous au sein du Gouvernement entre l'été 1989 et l'automne 1990 parce que ses opposants ne s'allièrent jamais pour la défier ouvertement. Comme en 1981, les *wets*⁴ étaient tou-

4. *Wets* (littéralement « mouillés »), autre épithète clef du vocabulaire de la décennie thatcherienne, ce terme désigne (presque toujours péjorativement) le style de l'ancienne garde conservatrice associée à Edward Heath, plus « modérée » et attachée à une politique « centriste », « raisonnable », ou *consensus politics* en anglais, notions rejetées avec force par Mme Thatcher au nom de ses *conviction politics*.

jours mous. Ils ne pouvaient s'unir autour d'une alternative cohérente. Elle survécut à cause de leur pusillanimité.

Durant l'été de 1990 le score du Gouvernement remonte par rapport au plancher de mars. Les effets les plus néfastes de la *poll tax*, pour l'année en cours, semblent s'estomper et des crédits sont accordés pour les réduire l'année suivante ; l'invasion du Koweït par l'Irak en août et la crise du Golfe permettent de revaloriser la stature du Premier ministre et de raffermir le soutien populaire du Gouvernement, comme à l'époque des *Falklands* (Malouines) ; et en octobre il semble que le problème de l'Europe et, espèrent certains, celui de l'économie soient en voie de solution avec la décision prise par le chancelier de faire enfin entrer la Grande-Bretagne dans le MTE. Le Gouvernement, comme à l'approche d'élections générales précédentes, semble prêt à relâcher ses contrôles rigoureux des dépenses publiques. Les spécialistes se prennent à penser que le Gouvernement aura le temps de regagner le soutien qui lui assurerait la victoire aux prochaines élections. Mais le problème demeure comme toujours l'économie et les taux d'emprunt immobilier.

Le coup de grâce

Quelle fut alors la cause de la chute du Premier ministre, qui semblait se remettre des triples coups administrés par l'électorat, son propre parti et le cabinet ? Le début de la fin, ce fut la démission de Sir Geoffrey Howe du Gouvernement le 1^{er} novembre : la mule ruait finalement. Le problème, c'est une fois de plus, l'Europe. A une réunion du Conseil européen à Rome, les 27 et 28 octobre, Mme Thatcher se retrouve dans

5. La question des emprunts-logement a une valeur affective et politique propre à la Grande-Bretagne : traditionnellement l'Anglais moyen aspire à être propriétaire plutôt que locataire. La location non meublée à long terme est pour ainsi dire inconnue, sauf en ce qui concerne les HLM (précisément) ; Mme Thatcher a fait de cet aspect de la vie anglaise un des points électoraux de sa politique de « capitalisme populaire » ; ainsi, la vente de logements HLM à leurs locataires et une politique visant à favoriser l'achat de maisons, par des mesures telles que les baisses d'impôt, l'abolition de la plus-value sur la résidence principale et les restrictions de crédit... Coïncidant avec le boom accompagné de la baisse des taux d'intérêts du milieu des années 1980, cette politique eut pour résultat une hausse effrénée de l'immobilier, surtout dans le Sud conservateur et dans la capitale. Avec la détérioration rapide de 1989, il en résulta une situation sans précédent, les emprunteurs qui avaient négocié des prêts importants à des taux très bas virent leurs factures doubler en un an (le système de taux de prêts fixes n'est pas pratiqué en Angleterre comme en France et aux États-Unis) accompagnés d'une baisse des valeurs immobilières. Ceux qui s'étaient fortement endettés ne pouvaient même plus vendre au prix d'achat et se retrouvaient endettés sur des échéances qu'ils ne pouvaient plus payer. D'où la situation sans précédent de maisons reprises par les sociétés de crédit immobilier et d'endettement à long terme. La pierre d'achoppement du capitalisme thatcherien devient le symbole de son échec. Si l'inflation et le chômage préoccupent tout le monde, l'endettement sur l'immobilier et la *poll tax* deviennent le symbole concret de l'échec de la politique personnelle du Premier ministre.

une minorité d'un contre onze. Une fois de plus elle exprime vigoureusement sa répugnance à épouser la cause de l'intégration monétaire européenne. Dans une allocution préparée d'avance à la Chambre des Communes elle commence par exprimer la ligne modérée convenue par ses ministres, mais ses réponses improvisées aux questions de la Chambre expriment son opposition déterminée à l'intégration monétaire en termes émotifs. « Non, non, non. » Son explosion soulève de nouveau le problème de son style dominateur et corrosif, son refus d'écouter ses collègues traités cavalièrement. Cette fois-ci Howe ne tient plus.

Sa démission ne met pas seulement en relief les divisions au sein du Parti conservateur sur l'Europe ; elle soulève également la question d'un défi à Mme Thatcher lors de l'élection à la direction du parti au début de la session parlementaire à venir. Certains ont même pu penser que Howe était lui-même le prétendant qui cherchait à sonder ses possibilités. Mais le challenger le plus crédible reste Michael Heseltine, qui courtise la base du parti depuis sa propre démission du Gouvernement en 1986. Au début, il s'était abstenu de se présenter ouvertement, se contentant de dire qu'il ne pouvait « prévoir les circonstances » dans lesquelles il se présenterait contre elle. Mais l'imprévisible a lieu lorsque, le 13 novembre, Sir Geoffrey prononce son discours de démission à la Chambre des Communes. Le mouton montrait ses dents de loup.

C'est le discours de démission le plus dramatique qu'on ait entendu de mémoire de M. P. ; Howe s'en prend brutalement à la dame de fer. Ses deux thèmes : la division au sujet de l'Europe qui couve de longue date au sein du cabinet ; et le leadership de Mme Thatcher qui sape les ministres. Il a déjà proclamé dans sa lettre de démission que « le Gouvernement par cabinet consiste en la persuasion des uns par les autres », mais il déclare à présent à la Chambre que toute tentative de prétendre à une politique commune « risque d'être sabotée par quelque remarque anodine ou quelque réponse impulsive ». De son système, il dit que « c'est un peu comme donner le coup d'envoi à un match de football pour se rendre compte que le ballon a été crevé par le capitaine de l'équipe au préalable »⁶.

La circonstance que M. Heseltine n'avait pu prévoir lui offre enfin sa chance. Il est sollicité de se présenter par ses partisans tandis que ses adversaires le somment de « se déclarer ou se taire » une fois pour toutes. Il se déclare prêt à se présenter contre elle. Sa campagne souligne ses options pro-européennes et sa disposition à recourir à l'intervention de l'Etat dans les domaines économiques et sociaux. Il se présente comme candidat mieux placé que Mme Thatcher pour mener le parti à la victoire aux urnes. Ce diagnostic est confirmé par une batterie essaimée de sondages d'opinion qui donnent les conservateurs gagnants

6. La métaphore dont se sert en fait Sir Geoffrey venait du cricket et fit les joies de la classe politique britannique qui se la renvoya comme une balle pendant plusieurs jours.

sous M. Heseltine mais perdants sous Mme Thatcher et mis en évidence par la défaite des conservateurs à l'élection partielle d'Eastbourne⁷. Autre coup marquant de Heseltine : il s'engage à une réforme en profondeur de la *poll tax*. Sa candidature paraît particulièrement attrayante aux députés conservateurs qui craignent de perdre leur siège.

Le mode d'élection du leader conservateur par le parti date de 1965, lorsque le parti était dans l'opposition. Il n'a jamais été conçu dans l'optique du renversement d'un Premier ministre en fonction. Chaque année, dans les vingt-huit jours qui suivent le discours de la reine annonçant le programme du Gouvernement à l'ouverture de la session parlementaire, les candidatures à la direction du parti doivent être présentées. L'élection se fait en trois tours. Le système est conçu afin d'assurer au gagnant éventuel la plus grande majorité possible au sein du parti, et pas seulement une majorité faible ou relative. Au premier tour le gagnant a besoin de la majorité absolue de tous les députés, plus 15 % de plus que le second en course. Une semaine plus tard, au second tour, auquel de nouveaux candidats peuvent se présenter, le gagnant a besoin de la simple majorité. Si une telle majorité n'est réalisée par aucun candidat, on a alors recours à un troisième tour deux jours après le second entre les trois candidats les mieux placés du second tour, avec un report de voix.

Mme Thatcher commet quatre erreurs tactiques dans la course au premier tour. Tout d'abord elle fixe la date de clôture des candidatures pour le 15 novembre, soit huit jours seulement après le discours de la reine, en principe pour mettre fin à la spéculation mais plus probablement pour empêcher Heseltine de préparer sa campagne électorale : mais il menait sa campagne depuis déjà des années et c'est elle qui a besoin de plus de temps. En second lieu, elle se contente d'une campagne peu brillante menée par une équipe d'anciens ministres qui ne contient aucun ministre actuellement au Gouvernement : disons la chose, une bande de *has-been* en faible mesure de s'opposer à l'activité grouillante du groupe qui s'est constitué autour de Heseltine. Troisièmement, elle accorde peu d'entretiens aux médias durant les premiers jours de la campagne, puis, comme si elle était prise d'une panique de dernière minute, donne des interviews à la presse dans lesquelles elle s'en prend aux ambitions personnelles de Heseltine et à la politique d'intervention étatiste de type travailliste qu'elle l'accuse de préconiser. Elle propose aussi un référendum sur le problème de l'Europe, ce qui ne fait que soulever une fois de plus la question de son style de direction qui consiste à faire des déclarations sans tenir compte de son cabinet.

7. La défaite d'Eastbourne est particulièrement dramatique pour le Gouvernement, car il s'agissait d'une vacance, dans une ville de plaisance acquise aux conservateurs, créée par la mort du député Ian Gow tué par une bombe de l'IRA. Le candidat conservateur pouvait donc espérer bénéficier d'un vote de sympathie en plus des tendances naturelles de l'électorat.

Son erreur finale, qui lui coûtera cher, est de se rendre à Paris pour participer à la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe durant les journées critiques juste avant le scrutin. Elle n'est donc pas sur place pour cajoler et courtiser les quelques députés qu'il lui faut rallier pour être sûre de la majorité au premier tour.

Le Parti conservateur compte 372 députés. Le mardi 20 novembre, Mme Thatcher obtient 204 voix, soit 55 % du vote, contre 152 pour M. Heseltine (41 %) ; il y a 16 bulletins blancs (4 %). Il lui manque quatre voix pour gagner. Elle a juste frôlé la victoire. Si deux s'étaient prononcées pour Heseltine, ou si quatre abstentionnistes avaient voté pour elle, elle aurait gagné. Ces quelques voix, il est permis de penser qu'elle aurait pu se les assurer si elle ne s'était pas absentée à Paris.

Quelques minutes seulement après le résultat elle déclare qu'elle se présentera au second tour. Elle choisit un chef d'équipe plus dynamique pour sa campagne, John Wakeham, ministre au Gouvernement. En sortant de Downing Street l'après-midi d'après pour faire une déclaration sur le sommet de Paris, elle dit : « Je continue, je continuerai jusqu'à la victoire » (*I fight on. I fight on to win*). Mais moins de vingt-quatre heures plus tard elle abandonne. Qui alors est responsable de cette volte-face ? A qui la faute ?

Le premier coup vient du parti à la Chambre. Quoique 55 % aient voté pour elle, cela ne suffit pas dans ces circonstances à lui assurer la victoire. Sa décision de continuer inquiète certains députés qui ont voté pour elle. Ils craignent qu'en continuant elle ne plonge le parti dans une amère guerre intestine. Elle pourrait tout juste gagner, et marquée par le manque de confiance ainsi exprimé, elle manquerait d'autorité et serait incapable d'empêcher une victoire travailliste aux prochaines élections. Ou encore, elle pourrait être battue, et le parti se retrouverait sous la direction de Heseltine, remettant ainsi en cause les acquis de dix ans de thatcherisme. De graves doutes subsistent quant à Heseltine ; on craint que sa politique pro-européenne et collectiviste ne divise le parti. Certains députés qui ont voté pour elle au premier tour pensent qu'il faut changer de candidat pour être sûr de battre Heseltine au second tour. Ils préfèrent qu'elle démissionne afin de permettre à un ministre au sein du Gouvernement de se présenter contre Heseltine.

Dès que le résultat du premier tour est connu commence une floraison de meetings et de cabales, de complots et de démarches. Le *Chief Whip* (chef du groupe parlementaire) est chargé de sonder la base, et dès midi le mercredi, lui et d'autres membres influents du parti au Parlement, comme dans le pays — « les hommes en complet gris » —, rapportent leurs conclusions à Mme Thatcher. Lord Colnbrook et Lord Denham font part d'une majorité de 2 à 1 de soutien parmi les Pairs. Le président de l'Union nationale des Associations conservatrices conclut que 70 % des Associations conservatrices en Angleterre et au pays de Galles désirent la voir rester. La majorité des députés conservateurs au Parlement européen veulent son départ. Le comité exécutif du groupe

parlementaire est divisé mais rapporte que la base du parti veut plus de choix. Le *Chief Whip* lui-même ne pense pas qu'elle gagnera, mais les autres *Whip*, par une majorité de 11 à 2, pensent qu'elle y parviendra. Malgré un affaiblissement à l'intérieur de son propre camp, elle bénéficie toujours d'un soutien considérable : le résultat sera serré. Mme Thatcher ne se laisse pas ébranler par ces informations. Le même après-midi, elle fait sa déclaration « continuer-pour-gagner ». Ni le parti à la Chambre ni le parti dans le pays ne lui assenèrent le coup de grâce.

Elle fut assassinée par son propre cabinet. Les avis des ministres sont d'abord sollicités au téléphone par le ministre à la Chambre des Communes, John Mac Gregor. Il aurait déclaré que sur les 19 membres du Gouvernement ayant le droit de voter, douze pensent qu'elle devrait démissionner et sept qu'elle ne devrait pas partir. Afin de s'assurer de cette estimation, John Wakeham et son secrétaire parlementaire privé, Peter Morrison, lui conseillent de s'entretenir avec les membres du Gouvernement individuellement, et de cinq à huit heures le mercredi soir elle s'entretient avec eux à la Chambre des Communes. C'est en fonction de leur avis qu'elle décide de se retirer, malgré des efforts de dernière minute pour la convaincre de rester dans la course, efforts entrepris par des députés de la droite du parti et par trois secrétaires d'État du groupe « No Turning Back » qui visitent Downing Street le même soir. C'est le cabinet qui est le premier informé le jour suivant lors d'une réunion inhabituellement matinale à neuf heures.

Que lui dirent ses collègues au Gouvernement ? Il fut rapporté, puis nié, que certains menacèrent de démissionner si elle restait. Au moins deux sont supposés l'avoir suppliée de demeurer. Mais une majorité écrasante déclara penser qu'elle perdrait, ou que si elle gagnait, elle dirigerait un parti divisé et démoralisé. Ils lui dirent que son soutien s'effondrait dans le courant même de la journée, parce que des députés de la base craignaient de perdre leur siège si elle restait à la tête du parti ; ils pensaient qu'elle compromettrait leurs chances et voulaient transférer leur allégeance à un leader plus susceptible de gagner les élections. Ils lui demandèrent de se désister afin de permettre à un autre membre du Gouvernement d'aborder le second tour avec de meilleures chances de battre Heseltine.

La voie était à présent ouverte permettant à John Major et Douglas Hurd d'entrer dans la course. Au second tour, Major obtient 185 votes, Heseltine 131, et Hurd 56. Il n'y a pas de troisième tour car Heseltine et Hurd se désistent immédiatement et déclarent leur soutien à Major. C'est ainsi que John Major, âgé de 47 ans, inconnu de la plupart des dirigeants européens et il y a un an encore à peu près inconnu de la majorité de l'électorat dans le pays lui-même, devient chef du Parti conservateur, et le jour suivant il se voit demander d'être Premier ministre par la reine, qui vient de recevoir la démission de Mme Thatcher. L'ironie finale, c'est que Mme Thatcher avait obtenu plus de voix que John Major, 204 contre ses 185, et plus de voix s'étaient déclarées

contre lui, soit 187, que contre elle (168). Comme le dit Mme Thatcher elle-même : « Drôle de monde ».

Si elle avait vraiment été la figure dominatrice de sa légende, elle se serait battue au second tour. Mais elle céda sous la pression du Gouvernement. Ce furent ses ministres qui lui dirent de s'en aller. Ils sentaient qu'elle ne pouvait gagner au second tour, ou que même si elle gagnait de justesse elle en sortirait avec une autorité diminuée. Nous ne saurons jamais si ce verdict était exact. On rapporte que 40 députés qui avaient voté pour elle au premier tour par loyauté comptaient transférer leur vote au second tour. Mais il n'était pas exclu qu'elle obtienne le vote de certains hésitants ou de supporters de Heseltine. Elle démissionna sur le conseil de son cabinet. Ce ne sont pas les députés qui l'assassinèrent : le coup de grâce vint du Gouvernement.

Conclusion : Qui a tué Mme Thatcher ?

Mme Thatcher ne s'est pas suicidée. Jusqu'au soir de ce mercredi final elle était déterminée à se battre jusqu'au bout. Il se peut qu'elle ait négligé de tenir compte de certains de ses propres intérêts. Elle choisit au début une faible équipe de campagne et avança la date du scrutin, se privant ainsi de la possibilité de rallier des hésitants. Elle courtisa sa base aux Communes avec trop de retard. Elle se plongea dans le sommet de Paris et ne se montra à la buvette de la Chambre des Communes que l'après-midi de ce dernier mercredi — on ne l'y avait pas vue depuis dix-huit mois, ce qui apparut comme un signe de panique. Elle avait poursuivi avec obstination une politique dont certains aspects étaient impopulaires et avait perdu le contact avec sa base parlementaire. La négligence ou la malchance sont des verdicts possibles, mais elle ne courut pas délibérément à sa propre perte.

Elle fut assassinée. Elle succomba à des coups venant de trois directions. Tout d'abord, le peuple britannique lui fit savoir son hostilité, envers elle ainsi que son Gouvernement, et dit bien haut qu'il aurait plus de chance de voter conservateur avec un autre leader dans une série de sondages de juin 1989 à novembre 1990, aux élections européennes de juin 1989, aux municipales de mai 1990, et à plusieurs reprises dans des élections partielles jusqu'au dernier moment en novembre 1990. Cette désertion du public venait directement des échecs de la politique économique du Gouvernement qui s'était soldée par une forte inflation et la hausse des taux d'intérêt comme des taux d'emprunt-logement, et aussi de la *poll tax*. Elle était personnellement identifiée à cette politique. Son leadership semblait assuré de mener son parti à un désastre électoral.

Le second coup vint de son propre parti, non pas le parti dans le pays, mais le parti à la Chambre des Communes. Le Premier ministre ne peut rester au pouvoir sans le soutien du parti à la Chambre, qui a le pouvoir de vie et de mort sur le Premier ministre comme le Gouvernement. Lors-

qu'il apparut qu'elle pouvait mener le parti à une défaite aux urnes aux prochaines élections, échouant ainsi dans sa tâche première de chef, il commença à se retourner contre elle, lui envoyant un avertissement voilé en novembre 1989 lorsque Sir Anthony Meyer se présenta contre elle, avertissement qui se confirma au premier tour de novembre 1990. Elle fut renversée en novembre 1990 pour ne pas avoir amélioré son score dans l'année qui suivit le défi de Meyer et rendant ainsi peu probable une victoire aux élections. Mais le parti à la Chambre ne la tua pas. Elle obtint 55 % du vote, il ne lui manquait que quatre voix. La victoire demeurait possible si elle s'était battue et s'était présentée au deuxième tour. Mais lorsqu'elle s'entendit dire que l'arithmétique marchait pour elle, Mme Thatcher répondit que « si son cabinet était contre elle, les chiffres ne comptaient plus ».

C'est le cabinet qui lui assena le coup final. [« Les rats l'ont eue. »] Sa chute fut précipitée par la démission d'un ministre de son Gouvernement, Sir Geoffrey Howe, et par son discours qui dit en toutes lettres ce que de précédentes démissions avaient laissé entendre, à savoir que le Gouvernement était divisé à cause de son style et de sa politique. Ce qui fit monter à la surface nombre de ressentiments profonds et poussa Heseltine à se présenter au premier tour.

Elle ne prit la décision de démissionner qu'après avoir écouté l'avis de ses collègues au Gouvernement. Elle avait perdu le soutien de ceux dont elle avait le plus besoin. Sa domination incontestée d'autrefois venait de ce qu'ils étaient si « mous » face à sa propre agressivité. A présent il se retournèrent contre elle et la renversèrent, dans un mélange d'ambitions personnelles et de parti. Ils voulaient gagner la prochaine élection et préserver les acquis de leur Gouvernement. Heseltine, hors de celui-ci depuis 1986, risquait de dévier sa politique trop loin de la ligne de celle du Gouvernement et de diviser le parti. Il fallait donc quelqu'un au sein même du Gouvernement pour se présenter contre lui. Le gagnant final fut celui qui semblait le mieux placé pour remporter la prochaine élection et préserver l'« héritage Thatcher ».

Mme Thatcher avait trop perdu le contact avec le peuple britannique, avec son propre parti à la Chambre des Communes et avec le Gouvernement lui-même. Tous prirent part à sa défaite, mais en fin de compte le coup de grâce ne vint ni du Parti parlementaire ni de l'électorat, mais du cabinet⁸.

8. Cette conclusion qui fut celle de plusieurs éditorialistes dans la presse à l'époque de la crise de novembre 1990, est à présent confirmée par Mme Thatcher elle-même qui dans sa première déclaration aux médias depuis sa démission (à la journaliste américaine Barbara Walters) sur les causes de sa chute déclare au mois de mars 1991, en termes à peine voilés, avoir été lâchée par son équipe trop préoccupée de questions électorales ; son reproche étant qu'en se préoccupant de sondages, on suit l'électorat au lieu de le diriger. Quelle que soit la part de ressentiment personnel de cette opinion, elle recoupe étroitement la conclusion de cette étude.

Les premiers cent jours de M. Major

Le remplacement de Margaret par John Major donne rapidement lieu à des changements significatifs parmi quelques-unes des personnalités clés du Gouvernement, dans le style du Premier ministre, dans la politique du Gouvernement et dans le score du Parti conservateur.

Le personnel

Peu de changements sont opérés au cabinet. Des 21 membres du cabinet Thatcher en novembre 1990 il n'y en a que deux qui le quittent à l'arrivée de Major : le ministre des transports Cecil Parkinson part apparemment de son propre gré. Lord Belstead, Lord Privy Seal (ministère sans portefeuille), c'est-à-dire en charge des relations avec la Chambre des pairs, est rétrogradé au poste de secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord et de trésorier général. Treize ministres demeurent en place, et six, dont Major lui-même, changent de portefeuille. Il n'y a que deux nouveaux venus : Ian Lang aux affaires écossaises et David Mellor à la trésorerie, tandis que Michael Heseltine rentre au Gouvernement comme ministre de l'environnement, son premier poste depuis sa démission de janvier 1986⁹.

Au bureau du Premier ministre, 10 Downing Street, le personnel proche de Mme Thatcher qui n'était pas fonctionnaire de carrière démissionne et M. Major désigne leurs remplaçants. Toutefois un fonctionnaire de carrière qui était particulièrement associé à Mme Thatcher, son secrétaire de presse Bernard Ingham, qui avait séjourné à Downing Street presque aussi longtemps que Mme Thatcher elle-même, est remplacé par l'ancien attaché de presse de M. Major à la trésorerie, M. A. T. (Gus) O'Donnell.

Le directeur du *Policy Unit* (équipe au sein du cabinet privé du Premier ministre chargée de fixer les lignes de la politique du Gouvernement), l'économiste Brian Griffiths, est remplacé par la journaliste économique Sarah Hogg. Le *Policy Unit* se met à dessiner les principaux éléments de la politique du Gouvernement qui figureront dans le manifeste électoral du parti, soumettant « toute proposition examinée à un test d'électorabilité ». Le secrétaire politique John Whittingdale est remplacé par Judith Chaplin, ancien conseiller spécial de John Major à l'Echiquier et député aux Communes. A la surprise générale, le secrétaire particulier à la fonc-

9. Poste politique entre tous, puisque le ministre de l'environnement sera chargé de gérer, de réformer et à l'occasion de remplacer la *poll tax*, devenue abcès de fixation électorale, et mise au centre de la campagne électorale des candidats à la succession de Mme Thatcher par Heseltine lui-même. Faire enterrer la taxe détestée par l'homme qui avait poignardé Mme Thatcher (ses ennemis espérant qu'il serait enterré avec) fut largement vu comme un geste politique — au nom de l'unité du parti, il fallait bien faire rentrer Heseltine au Gouvernement, et la manière la plus sûre était de lui donner le poste lié au symbole de tout ce qui était détesté dans l'héritage de sa rivale.

tion publique pour les affaires étrangères Charles Powell, qui avait été très proche de Mme Thatcher, conserve son poste pour conseiller M. Major. La crise du Golfe rend son expérience essentielle au nouveau Premier ministre, et il se trouvera aux côtés de celui-ci lors de ses premières sorties à l'étranger. En tant que fonctionnaire de carrière, il est en mesure de transférer son engagement d'un Premier ministre à l'autre, comme les autres fonctionnaires du cabinet privé du Premier ministre. Mais il est attendu qu'après Pâques Powell soit remplacé par Stephen Ward, fonctionnaire aux affaires étrangères. A part quelques changements parmi les conseillers aux postes clefs, le système de soutien au Premier ministre est sensiblement le même que pour Mme Thatcher.

Style

Le plus marquant c'est le changement de style. Là où Mme Thatcher récoltait les épithètes de dogmatique, dominatrice, stridente et forcenée, on ne trouve pas assez de qualificatifs pour définir le contraste que présente son successeur : modeste, réticent, courtois, décontracté, doux, compatissant, raisonnable, moins passionné, modéré, aussi peu enclin à la confrontation qu'à la croisade. Porté à baisser la température, c'est un pragmatique non idéologue plus qu'un politicien aux agressives « *conviction politics* » de son prédécesseur. On lui attribue le propos suivant : « Et si nous ne faisons rien ? » Si telle était bien sa première question, on se doute qu'elle fut la dernière de Mme Thatcher. M. Major semble avoir « battu en retraite de manière soporifique après la guerre bruyante de Mme Thatcher » — ou encore : « La soie succède à l'émeri. »

Au Parlement ses répliques aux questions parlementaires sont brèves, et même laconiques à l'opposé de la tendance aux discours fleuve de Mme Thatcher, et il établit un record dans le nombre de questions parlementaires qui reçoivent une réponse du Premier ministre. L'opposition est moins réprimandée, et se voit invitée à coopérer avec le Gouvernement à la réforme de la *poll tax* et du Gouvernement local. Les relations entre le Premier ministre et le chef de l'opposition semblent amicales. M. Major a même dit qu'il ne voyait pas pourquoi les Communes devraient être « une perpétuelle arène de conflits ». Ce changement de style est en partie dicté par le besoin d'assurer la cohésion nationale pendant la guerre du Golfe, durant laquelle il tient les dirigeants des Partis travailliste et libéral-démocrate informés par des *briefings* confidentiels.

Le style de direction de cabinet de M. Major diffère sensiblement de celui de Mme Thatcher. On le qualifie de plus collégial et consensuel. Les ministres sont moins surveillés par le bureau du Premier ministre. Il a moins tendance à préjuger des questions du moment et à prendre position d'emblée. On laisse les ministres faire leur chemin dans leurs départements. Les projets sont jugés sur leurs mérites et ne passent à l'exécution qu'après avoir décanté leurs conséquences politiques et économiques. Les ministres sont encouragés à s'exprimer au sein du cabi-

net et à élargir leurs horizons au-delà des affaires propres à leur département. Il est demandé à un ministre de persuader non seulement le numéro un, mais aussi ses autres collègues au Gouvernement. Les réunions sont plus longues et la discussion est désormais plus cohérente et disciplinée. On a davantage recours aux comités ministériels et moins aux réunions improvisées de quelques ministres.

L'attitude du Premier ministre envers la Communauté européenne n'est plus antagoniste. Il œuvre à travailler de concert avec les autres dirigeants, établissant notamment de bonnes relations avec le chancelier allemand Kohl. Il paraît désireux d'influencer positivement les développements de la Communauté plutôt que de s'isoler en minorité.

Politique

La politique du Gouvernement semble aussi changer de direction. Une révision de fond de la *poll tax* est commencée, avec une injection de fonds publics supplémentaires d'un milliard de livres pour en amortir les effets, avant que Michael Heseltine ne déclare aux Communes le 21 mars qu'elle sera abandonnée et remplacée, « le peuple britannique n'ayant pas été persuadé de la justice de cet impôt ». Le Gouvernement fait preuve de plus de compassion et de prévenance envers le secteur public. Ainsi on trouve 42 millions de livres dans les coffres pour indemniser les hémophiles infectés par le virus HIV à cause de transfusions de sang effectuées dans les établissements publics. On montre plus d'empressement envers le sort des sans-abri : le Premier ministre donne le coup d'envoi à la campagne « Crisis at Christmas » pour porter aide aux sans-abri de Londres. La gestion de la santé publique change aussi d'orientation : elle est traitée plus en service public qu'en supermarché. Le Gouvernement se montre plus disposé à examiner la possibilité de subventions publiques au TGV du tunnel sous la Manche.

Dans le domaine économique en revanche le Gouvernement apparaît tenu en bride par l'adhésion de la Grande-Bretagne au MTE qui l'empêche de baisser ses taux d'intérêt suffisamment pour craindre la récession économique. Une baisse des taux commence, donnant un taux bancaire de 13 % à la fin du mois de février.

Ces changements sont mal vus des purs et durs de Mme Thatcher. Quoique M. Major fut leur candidat à l'élection, et malgré les indications de Mme Thatcher elle-même quant à son intention de demeurer l'égérie du nouveau Gouvernement, M. Major cherche à se démarquer d'elle et à prouver qu'il n'est l'homme de personne. Ce n'est pas aux idéologues conservateurs qu'il plaît — il porte son regard plus loin — en appelant à la vision d'une société sans classes dans sa campagne d'élection et dénonçant la bigoterie raciale à l'intérieur de son propre parti qu'il ramène au centre, entamant ainsi le soutien qui s'était naguère reporté vers les sociaux-démocrates, gagnant même l'approbation de David Owen, ancien travailliste fondateur des sociaux-démocrates, qui voit en lui un « social-démocrate conservateur », compatissant en matière de problèmes sociaux,

mais sans concessions quant à la nécessité de juguler l'inflation et de gérer l'économie sur des principes de libre-échange et de compétition. Son image est celle du gestionnaire compétent et efficace. Il cherche à parer aux excès du secteur public, mais non par la privatisation effrénée comme fin en soi. Bref, il semble se livrer à « l'exorcisme graduel du thatcherisme ».

Réaction publique

La transition de Mme Thatcher à M. Major et les changements de direction politique qui en découlent ont rendu leur popularité au Premier ministre comme au Parti conservateur. En février 1991, il devient le Premier ministre le plus populaire depuis Harold Macmillan en 1960, établissant dans les sondages un score record de 74 %, dépassant largement la cote de Mme Thatcher au sommet de sa popularité lors des Falklands (53 %), tandis que le Parti conservateur dépasse à présent les travaillistes de 3,5 % dans les sondages. Le sondage mensuel de l'*Evening standard* donne quatre points d'avance aux conservateurs sur les travaillistes.

M. Major subit cependant son premier revers le 7 mars. Sa très grande popularité personnelle est en bonne partie due à la guerre du Golfe dans laquelle la Grande-Bretagne s'est engagée à fond — son style retenu lui acquiert l'admiration de la classe politique comme de l'électorat, et on manifeste un soulagement visible de ne pas avoir affaire à l'intransigeance et au triomphalisme de Mme Thatcher. Mais l'effet Golfe est nul quand il s'agit d'élections. Son parti perd le quatorzième siège, le plus sûr dans une élection partielle à Ribble Valley. Le vote conservateur est en baisse de 22,5 % et les libéraux-démocrates victorieux enregistrent une poussée de 26,9 %. Le vote travailliste tombe à 8,2 %. La *poll tax* est le sujet central de la campagne électorale. Mais tout ne va pas mal pour les conservateurs. Le lendemain même de l'élection partielle, le 8 mars, le sondage Gallup donne 8,5 % d'avance aux conservateurs sur les travaillistes à l'échelle nationale, avec un score total de 45 % contre 36,5 % pour ces derniers, les libéraux-démocrates n'obtenant que 13 %.

Les travaillistes étaient neutralisés, leurs foudres anéanties et leur attrait terni. Neil Kinnock avait contribué à déloger Mme Thatcher en restaurant dans son parti l'unité et une politique modérée. Son leadership rendait certes les travaillistes plus éligibles, mais toute sa campagne supposait Mme Thatcher comme adversaire. Il était plus difficile d'attaquer M. Major. Les travaillistes ne pouvaient plus qu'attendre en espérant que l'état de l'économie ne s'améliorerait pas, leur crainte principale demeurant des élections rapides au début 1991, misant sur la lune de miel du début de mandat du nouveau Premier ministre, sur le succès de la guerre du Golfe et avant une nouvelle détérioration de l'économie. La tâche principale de M. Major, comme de n'importe quel leader, est d'assurer la victoire du parti aux urnes. Au début de mars 1991 il semble en bonne posture, mais le succès électoral de son parti dépendra en fin de compte de la *poll tax*, et surtout de l'économie.